

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative Reffye
10 rue Amiral Courbet BP 1708
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSI

570 rue Peyrehitte
B.P. n 9
65300 Lannemezan

Références : 2025-0103-dp
Code AIOT : 0006802706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement PSI implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée à l'occasion d'une visite du site de M. Boulaigue, chef de l'UID 65-32. Elle s'est donc consacrée aux suites des inspections du 06 février et du 17 septembre dernier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSI
- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan

- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PSI exploite sur son site « Enviropôle » à Lannemezan, des activités de transit, de traitement et de stockage de déchets dangereux et non dangereux. Les installations sont régies par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°65-2016-09-05-003 du 05 septembre 2016 complété par plusieurs arrêtés préfectoraux. L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite «IED», pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleures techniques disponibles du secteur des activités de traitement des déchets (rubriques 3510 et 3550).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	PDC n°8_VI_06/02/2025_Condition de stockage des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 2.1.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PDC n°1_VI_06/02/2025_nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.2	Sans objet
2	PDC n°2_VI_06/02/2025_nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.3	Sans objet
3	PDC n°6_VI_06/02/2025_emission de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/12/2016, article 23.IV	Sans objet
5	PDC n°1_VI_17/09/2024_Unité TTR pré-traitement des DD	Arrêté Préfectoral du 06/09/2016, article 8.4.3	Sans objet
6	PDC n°2_VI_17/09/2024_Unité TTR pré-traitement des DD	Arrêté Préfectoral du 06/09/2016, article 8.4.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	PDC n°6_VI_17/09/2024_Unité TTR pré-traitement des DD	Code de l'environnement du 04/04/2022, article R.541-43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre l'ensemble des actions correctives attendues permettant de lever les suites des deux dernières inspections, à l'exception de la réalisation de travaux liés au recouvrement du flanc du stockage de déchets inertes qui sont pour autant programmés.

Par ailleurs, l'exploitant ayant identifié les points d'émissions à l'origine des nuisances olfactives, il prévoit à présent la mise en œuvre d'actions opérationnelles permettant de neutraliser les émanations d'odeur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PDC n°1_VI_06/02/2025_nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.2
Thème(s) : Produits chimiques, conditions de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2016:</u></p> <p>[...]</p> <p>En l'absence de réception de déchets fermentescibles sur l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'installation ne disposera pas de réseau de collecte de biogaz.</p> <p>Néanmoins, dès le démarrage de l'exploitation des nouvelles installations, une campagne de mesure de la qualité de l'air sur l'ensemble du site est réalisée afin d'établir un point zéro et définir le dispositif de surveillance approprié à mettre en place. Les conclusions de cette campagne de mesure sont soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Point de constat n°1 de la visite d'inspection du 06/02/2025 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'une campagne d'analyse de la qualité de l'air sur l'ensemble du site lors du démarrage des installations en 2016. Ce dernier justifie de l'absence de création du bâtiment d'unité de valorisation des déchets issus du BTP qui aurait pu émettre des nuisances olfactives.</p> <p>Néanmoins, dans le cadre de la prise en considération de la problématique d'odeur, l'exploitant a conventionné avec l'association ATMO OCCITANIE pour la mise en place d'une station de mesure de la qualité de l'air. Deux campagnes sont programmées sur les périodes estivales et hivernales de l'année 2025. Le cahier des charges de la surveillance de la qualité de l'air sera transmis à</p>

l'inspection.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a contractualisé avec l'association ATMO OCCITANIE le 07 janvier 2025 en vue d'une prestation de mesures de la qualité de l'air aux abords du site ENVIROPOLE sur les trois prochaines années.</p> <p>Le protocole définit deux campagnes de mesures du paramètre H₂S lors des périodes estivales et hivernales. 9 points de prélèvement seront disposés à proximité du site dans un rayon maximal de 2 km des installations. La mise en fonctionnement des sites de surveillance est prévue pour le mois de juillet 2025.</p> <p>Les justificatifs ont été transmis en séance et n'appellent pas d'observations de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PDC n°2_VI_06/02/2025_nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 3.2.3
Thème(s) : Produits chimiques, Odeurs_VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2016 :</u></p> <p>Toutes les dispositions utiles sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les bassins de stockage ou de traitement des effluents liquides sont entretenus aussi souvent que nécessaire. Leur état est systématiquement vérifié avant la période estivale et les opérations d'entretien éventuellement nécessaires sont réalisées.</p> <p>L'exploitant propose un programme de suivi, à l'occasion des conclusions remises dans le cadre du rapport mentionnée à l'article 3.2.2, afin de s'assurer que le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes. [...]</p> <p><u>Point de constat n°2 de la visite d'inspection du 06/02/2025 :</u></p> <p>L'exploitant procède à une vérification quotidienne de l'ensemble des installations, dont notamment les bassins de stockage des effluents liquides. Celle-ci est réalisée dans le cadre des rondes des responsables d'exploitation. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'une traçabilité de ces contrôles.</p> <p>L'exploitant précise que le bassin de stockage des lixiviats a été nettoyé courant 2022, sans pouvoir présenter de document justificatif.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection ne relève pas de non-conformité relative au stockage des effluents liquides.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'un programme de suivi des odeurs, pensant que celui-ci était uniquement à réaliser pour l'unité de valorisation des déchets issus du</p>

<p>BTP (cf. point de contrôle n°1 du présent rapport).</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier d'une traçabilité des vérifications des installations et du nettoyage des bassins de stockage des effluents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède à une ronde quotidienne de vérification des installations de stockage des déchets lui permettant à cet effet de relever toute émission olfactive constatée.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs mis en œuvre un registre de traçabilité de ces circuits de surveillance. Ce dernier a été présenté en séance.</p> <p>Une « fiche de vie » a également été instaurée par bassin de stockage des effluents, permettant de tracer l'ensemble des opérations réalisées sur ces derniers (opérations de nettoyage, interventions et autre vérifications). Ce document renseignera également les prochaines dates de nettoyage.</p> <p>L'exploitant finalise la mise en œuvre de la fiche de vie et la transmet à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : PDC n°6_VI_06/02/2025_émission de biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/12/2016, article 23.IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, cartographie des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 23.IV de l'arrêté ministériel du 15/12/2016:</u></p> <p>IV. Au plus tard deux ans après la première réception des déchets de sédiments, l'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.</p> <p>L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation. [...]</p> <p><u>Point de constat n°6 de la visite d'inspection du 06/02/2025 :</u></p> <p>Conformément à l'arrêté préfectoral du 05/09/2016, les installations ne disposent pas de réseaux de captage de biogaz. Néanmoins, compte tenu des nuisances olfactives recensées, l'Inspection considère qu'une cartographie des émissions de biogaz doit être réalisée conformément à l'article 23. IV de l'arrêté ministériel du 15/12/2016.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant justifie de la mise en place d'une étude de caractérisation des émissions d'odeur (cf. point de constat n° 4 du présent rapport).</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de quatre mois, justifier d'une caractérisation des émissions de</p>

biogaz sur les installations de stockage.

Constats :

Le bureau d'études BURGEAP est intervenu le 06 mars 2025 afin de procéder à la cartographie des émissions diffuses de biogaz des alvéoles ISDND.

La méthode utilisée est proche de la norme AFNOR FD X 43-11 « Emissions diffuses issues des ISDND ». Un maillage complet des installations de l'ISDND a été réalisé. Plus de 1300 mesures ont été effectuées au moyen d'un analyseur 4 gaz (H_2S , CO, O_2) et d'un analyseur méthane CH_4 .

La cartographie des émissions met en évidence 3 points significatifs sur le paramètre méthane et 8 points significatifs sur le paramètre H_2S . Ces points d'émissions se situent au niveau des têtes de puits des lixiviats et sur les flancs de l'alvéole 2. Ces localisations s'expliquent par un passage préférentiel du biogaz.

Le rapport de BURGEAP a été présenté en séance. Il conclut sur l'absence de faiblesse de la couverture de l'alvéole 2, justifiant par le faible nombre de points significatifs (8/1300 relevés).

Le bureau d'étude a également réalisé un prélèvement olfactif afin d'estimer et de caractériser le débit d'odeur (analyse de la composition chimique des gaz). Une modélisation sera établie sur la base de ces relevés. La société BURGEAP conclura sur des propositions d'actions au regard des résultats. L'exploitant précise que l'ensemble de ces éléments doit être rendu d'ici la fin du mois de mai.

A noter qu'en parallèle de ces investigations, l'exploitant prévoit de mettre en place dès à présent un dispositif de pulvérisation sur les points d'émission, ayant vocation à détruire les molécules d' H_2S (devis définitif en attente de transmission).

L'Inspection attire l'attention sur le besoin de partage de la procédure du dispositif de traitement afin de s'assurer de l'absence de risque pour l'environnement (réactions chimiques) et les agents d'exploitation. L'exploitant précise que les caractéristiques du produit (produit végétal) permet cette garantie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois avant la mise en place du dispositif de traitement, l'exploitant transmet à l'inspection l'ensemble des éléments permettant de s'assurer de l'absence d'impact significatif sur l'environnement du dispositif de traitement des odeurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PDC n°8_VI_06/02/2025_Condition de stockage des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, entretien casier de stockage ISDI

Prescription contrôlée :

Article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2016:

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour:
[...]

-prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, [...]

Point de constat n°8 de la visite d'inspection du 06/02/2025 :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de déchets de laine de verre en bordure de talus de la verse du stockage des déchets inertes.

L'exploitant justifie que ces déchets sont stockés dans le casier et que le flanc du talus a été certainement détérioré par le passage des engins (le chemin situé entre la verse et la limite de propriété du site étant très étroit). Des traces de terriers ont également été constatées sur le pied du talus à l'affleurement de ces déchets sans que la présence d'animaux n'ait été identifiée.

A noter qu'à date de la mise en œuvre des installations du site, les déchets de laine de verre étaient acceptés en installation de stockage des déchets inertes.

L'exploitant doit, sous un délai de quatre mois, justifier d'une caractérisation des émissions de biogaz sur les installations de stockage.

L'exploitant doit s'assurer de la conformité de son ouvrage de stockage des déchets inertes afin de garantir l'absence de dégradation du talus par le passage des engins ainsi que l'absence de risque d'insalubrité publique à travers la présence d'animaux.

Constats :

L'exploitant a mandaté la société 2 ATP pour procéder à la réfection du talus, via le recouvrement des flancs du casier par de l'argile. Les justificatifs de commande ont été présentés en séance mais les travaux n'ont pas été réalisés, le constat de la visite précédente ne peut pas être soldé. Le délai de quatre mois n'est pas encore échu.

L'exploitant précise que le contrôle de la conformité de l'ouvrage sera intégré au suivi de l'entretien du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : PDC n°1_VI_17/09/2024_Unité TTR pré-traitement des DD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2016, article 8.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Fiche d'information préalable (FIP)

Prescription contrôlée :

Article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2016 :

Préalablement avant tout envoi de déchet sur centre le transit, une fiche d'identification du déchet est transmise par l'expéditeur à l'exploitant. Cette fiche d'identification comprend à minima les renseignements suivants :

- le type d'activité du producteur et de l'atelier dont est issu le déchet,
- le processus d'obtention du déchet,

- une fiche signalétique de sécurité, comprenant sa composition, les risques présentés, et son code réglementaire
- le conditionnement du déchet
- les quantités prévisionnelles annuelles et les fréquences d'enlèvement.

Cette fiche d'identification est accompagnée d'un échantillon représentatif afin de déterminer la filière de traitement la plus adaptée techniquement et économiquement. L'échantillon est analysé soit par laboratoire du site, soit directement par le centre éliminateur en fonction de la nature du déchet.

Point de constat n°1 de la visite d'inspection du 17/09/2024 :

Une fiche d'information préalable (FIP) est rédigée chaque année pour l'ensemble des déchets entrants. Celle-ci est associée à des analyses systématiques sur les terres et les déchets dangereux (tests bandelettes effectués sur site et complétés par une analyse en laboratoire au besoin). A noter qu'aucune analyse n'est réalisée sur des déchets entrants dont la fiche de données de sécurité est livrée (produits chimiques périmés notamment).

L'Inspection a procédé à un contrôle aléatoire des FIP suivantes :

- FIP du SMECTOM du plateau de Lannemezan du 10/09/2024 pour des huiles de vidanges;
- FIP de la société NISTAL du 09/08/2024 pour des déchets inertes banals.

L'Inspection constate l'incomplétude des FIP pour les données qualitatives des déchets (mentions de dangers, siccité, pH, DCO et toutes les données signalées comme "obligatoires" dans le modèle FIP de l'exploitant (informations producteurs, sécurité et transport du déchet)).

L'exploitant déclare en séance que la vérification de la complétude des fiches est réalisée par le service commercial sans qu'une rigueur soit exigée sur ce point. Il précise également qu'il sera en mesure d'assurer un suivi plus satisfaisant dès l'installation d'un nouveau logiciel interne de pesée, qui permettra de bloquer informatiquement les FIP en cas de non-complétude de certains champs obligatoires. Ce logiciel devrait être fonctionnel d'ici la fin de l'année 2024.

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, s'assurer de la complétude des FIP au regard des dispositions réglementaires de l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2016 et des informations obligatoires définies dans son document interne.

Constats :

L'exploitant a fait un rappel aux responsables du traitement des fiches afin que la complétude soit assurée.

Ayant rencontré des difficultés avec le nouveau logiciel KERLOG, l'exploitant a dû procéder à un changement de logiciel en fin d'année 2024 pour s'équiper du logiciel MKGT.

A date, celui-ci est en cours de paramétrage. L'exploitant estime être en mesure d'incrémenter lui-même les renseignements des FIP via le logiciel, d'ici peu. L'objectif étant que la complétude de ces fiches soit réalisée par le producteur lui-même via une fiche dématérialisée disponible sur une interface numérique.

Dans l'attente, l'exploitant réalise le contrôle final des FIP avant édition des CAP.

L'Inspection a procédé en séance à un contrôle aléatoire des FIP suivantes:

- FIP Communauté des communes Neste Barousse du 04/03/2015 pour des déchets de bureaux;
- FIP de Colvarec 08/02/2025 pour les refus de tri.

Aucune non-conformité n'a été relevée sur ces documents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PDC n°2_VI_17/09/2024_Unité TTR pré-traitement des DD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2016, article 8.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 8.4.4 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2016:</u> L'arrivée des déchets sur l'installation est encadrée par une procédure de réception qui prévoit notamment, de manière systématique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un contrôle documentaire préalable à tout déchargement. • un pesage du déchet • un contrôle par détecteur mobile de radioactivité • un contrôle visuel et olfactif • un prélèvement de deux échantillons identiques représentatifs. <p>Un test de conformité est réalisé sur le premier échantillon. Le second échantillon est conservé et archivé au minimum un mois.</p> <p><u>Point de constat n°2 de la visite d'inspection du 17/09/2024 :</u> L'exploitant a mis à jour sa procédure interne de réception des déchets entrants le 27 septembre 2024. Celle-ci a été présentée en séance. L'Inspection constate néanmoins que le document n'intègre pas les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les informations relatives aux applications Trackdéchets et RNDTS; • le test d'inflammabilité. <p>[...] L'exploitant doit, dans un délai de trois mois, compléter sa procédure de réception des déchets au moyen des informations visées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 07 février 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection la procédure de gestion des déchets dangereux n°P_F_10, mise à jour à la suite de la visite du 17 septembre 2024 dernier. Celle-ci n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection, les lacunes relevées lors de la dernière visite ayant été intégrées au document.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PDC n°6_VI_17/09/2024_Unité TTR pré-traitement des DD

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/04/2022, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, RNTDS
Prescription contrôlée :

Article R.541-43 du code de l'environnement :

[...]

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. [...]

Point de constat n°6 de la visite d'inspection du 17/09/2024 :

L'Inspection constate en séance qu'aucune donnée du registre de l'exploitant n'a été versée au RNDTS depuis le 24 mars 2024. L'exploitant justifie qu'il se heurte à une difficulté de format de l'heure de réception des déchets, celle-ci n'étant pas acceptée par l'application ministérielle. Ce dernier précise que ce format est livré par son logiciel interne, ce dernier ne donnant pas satisfaction sur son usage. L'exploitant prévoit de changer de logiciel d'ici la fin de l'année 2024. Des réunions internes sont en cours pour l'acquisition du logiciel de remplacement. Dans l'attente, l'exploitant a préparé des tableurs de téléversement au RNTDS des données collectées depuis le mois de mars sans l'information de l'heure. Ces documents pourront être versés à défaut du changement d'un logiciel. Ces tableurs ont été présentés en séance.

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, téléverser son registre des déchets au registre national des déchets, terres excavées et des sédiments.

Constats :

L'exploitant a mis en place les actions informatiques correctives lui permettant la complétude des données à verser au RNTDS.

La déclaration du registre 2024 a été téléversée au RNTDS le 30 janvier 2025.

Le justificatif d'import a été présenté en séance.

Type de suites proposées : Sans suite